

Etats-Unis : Sommes-nous face à un New Deal ?

samedi 29 novembre 2008, par [DAVIS Mike](#) (Date de rédaction antérieure : 15 octobre 2008).

La classe dirigeante américaine cherche désespérément à sauver son système de la catastrophe. Mike Davis examine ce à quoi le nouveau titulaire de la Maison-Blanche sera confronté et ce que cela signifie pour les Américains ordinaires. Cet article a été écrit avant le résultat des élections. Depuis lors, Barack Obama a choisi des personnes clés de son administration. Ses choix ont reçu l'appui de la presse financière et de Wall Street. On y trouve Timothy Geithner (patron de la FED de New York) pour le ministère des finances, Lawrence Summers qui sera à la tête du très important « National Economic Council » ; Peter Orszag, un proche de Robert Rubin (le ministre des finances de Clinton et un personnage décisif du système bancaire américain). Tout laisse penser que Barack Obama va reconduire dans ses fonctions le ministre de la Défense de G.W Bush : Robert Gates. Tout un programme. (Rédaction de A L'encontre le 25 novembre 2008).

Sommaire

- [Le vertige](#)
- [Le complexe militaire](#)

Laissez-moi commencer, de façon apparemment très indirecte, par le Grand Canyon et le paradoxe consistant à essayer de voir au-delà de ce qui nous précède uniquement sur le plan culturel ou historique. Le premier Européen à jeter son regard dans les profondeurs de la grande gorge est le conquistador García López de Cárdenas, en 1540. Il est horrifié parce qu'il voit et se retire donc au plus vite du South Rim [un des points de vue les mieux situés pour voir le Grand Canyon]. Plus de trois siècles passeront avant que le Lieutenant Joseph Christmas Ives, du Corps des Ingénieurs en topographie de l'Armée américaine, ne devienne le second visiteur de ces lieux. Comme García López, il évoque un « *effroi presque douloureux à vivre* ». Malgré le fait qu'un artiste allemand très connu soit de l'expédition, les croquis officiels du canyon sont largement déformés (échelle autant que perspective).

En d'autres termes, ni le conquistador ni l'ingénieur de l'armée n'ont réussi à trouver un sens dans ce qu'ils ont essayé de voir. L'horreur primitive et l'effroi les ont écrasés. Au sens propre du terme, ils se sont retrouvés aveugles, parce que ne disposant pas des concepts nécessaires permettant d'organiser une vision cohérente d'un paysage complètement différent.

Des descriptions précises du canyon sont venues seulement une génération plus tard lorsque celui-ci est devenu l'obsession d'un héros de la guerre civile à un bras, John Wesley Powell [1834-1902, soldat, géologue et explorateur] et de ses célèbres équipes formées de géologues et d'artistes. Ces hommes étaient là comme des astronautes victoriens sur une autre planète, le Plateau du Colorado. Il a fallu des années de recherche sur le site pour parvenir à construire un cadre conceptuel pour saisir ce paysage.

Le résultat de ce travail, *The Tertiary History of the Grand Canyon*, publié en 1882, est illustré par

des croquis magistraux qui, comme l'a démontré l'historien Wallace Stegner, « *sont plus parlants que n'importe quelle photo* », parce qu'ils reproduisent des détails de la stratigraphie qui sont usuellement obscurcis sur les images de caméra. Quand nous visitons l'un de ces fameux points de vue aujourd'hui, la plupart d'entre nous oublions combien nos yeux ont été entraînés pour voir la structure du canyon à travers ces images devenues des icônes ou combien nous avons été influencés par l'idée, popularisée par Powell, du canyon en tant que musée géologique se révélant à nous sous la forme d'un cake aux très nombreuses couches de strates sédimentaires.

Le vertige

Mais pourquoi donc suis-je en train de parler de géologie ? Parce que, comme les premiers explorateurs du Grand Canyon, nous sommes en train de regarder au fond d'un abysse de bouleversement économique et social sans précédent, qui trouble nos perceptions précédentes de ce qu'est un risque historique. Notre vertige est intensifié par notre ignorance de la profondeur de la crise et de jusqu'où nous risquons de tomber.

Laissez-moi vous avouer qu'en tant que socialiste militant, je me retrouve tout à coup comme le Témoin de Jéhovah qui ouvre sa fenêtre pour regarder les étoiles en train de tomber du ciel. Malgré le fait que j'aie prêché la théorie des crises chez Marx pendant des décennies, je n'ai jamais pensé que je vivrais assez longtemps pour voir le capitalisme financier se suicider ou pour entendre le Fonds Monétaire International (FMI) mettre en garde contre l'imminent « effondrement systémique ».

Ainsi, ma première réaction lors de l'abominable plongeon de 777.7 points [du Dow Jones à Wall Street en octobre] d'il y a un mois fut une joie un peu ringarde, très années soixante. « *T'avais raison, Karl* » ai-je crié. « *Bouffez-les vos produits dérivés, puis crevez, salopards de Wall Street !* ». Comme le Grand Canyon, la chute des banques peut constituer un spectacle terrifiant mais sublime.

Mais les véritables coupables ne sont bien sûr pas conduits à la guillotine ; ils sont en train de flotter gentiment en direction de la terre dans des parachutes dorés. Nous autres pouvons bien rester dans un avion sans pilote en train de brûler, tant que le méprisable Richard Fuld [CEO de Lehman Brothers ayant arraché des salaires et bonus vertigineux], accusé d'utiliser Lehman Brothers pour piller des fonds de pension et des épargnes-retraite, peut, lui, tranquillement continuer à naviguer sur son yacht. La gauche américaine n'a pas de temps à perdre. Face à une nouvelle dépression qui promet un monde inconnu de douleur aux gens de Wasilla [capitale de l'Alaska d'où venait la vice-candidate à la présidence de McCain] à Tombouctou [Mali], comment reconstruisons-nous notre compréhension de ce qu'est l'économie globalisée ? Et jusqu'à quel point pouvons-nous nous tourner vers Barack Obama ou vers tout autre démocrate pour nous aider à analyser la crise et pouvoir ensuite agir effectivement pour la résoudre ?

Si le débat présidentiel du 9 octobre 2008 à la mairie de Nashville [Tennessee] a la moindre signification, alors nous aurons bientôt un nouvel aveugle comme président. Aucun des candidats n'a eu les tripes ou l'information nécessaire pour répondre aux questions simples posées par une audience inquiète. Que va-t-il se passer pour nos emplois ? Quelle ampleur la crise va-t-elle prendre ? Quelles mesures urgentes devraient-elles être prises ?

Au lieu de cela, les candidats sont restés collés comme des mouches à leurs discours obsolètes. La seule surprise apportée par McCain a été une nouveauté dans le registre de la tromperie : un plan de sauvetage hypothécaire qui profiterait aux banques et aux investisseurs sans nécessairement sauver les propriétaires de maison.

Obama quant à lui, a récité son programme en quatre points, infiniment mieux sur le principe que l'option préférentielle de McCain pour les riches, mais celui-ci était abstrait et manquait de détails, constituant plus une promesse rhétorique qu'un plan directeur pour une véritable machinerie de réformes. Ce n'est qu'en passant qu'il a fait référence à la prochaine phase de la crise qui surviendrait avec l'effondrement de l'économie réelle et l'apparition d'un chômage de masse à un niveau probablement jamais vu depuis 70 ans.

Avec une courtoisie déconcertante à l'égard de l'administration Bush, Obama n'a réussi à mettre en lumière aucun autre maillon faible du système économique : le dangereux éboulement de la masse des CDS [contrat entre deux parties ; l'acheteur d'obligations paie une prime au vendeur et, en contrepartie, il est censé recevoir une protection en cas de défaut ; e qui s'avère impossible aujourd'hui] provoqué par la chute de Lehman Brothers ; le trou noir gigantesque laissé par la dette de l'ensemble des cartes de crédit des consommateurs [ne pouvant payer] qui risque de menacer la solvabilité de la JP Morgan Chase et de la Bank of America ; l'implacable déclin de la General Motors et de l'industrie automobile américaine ; les fondations des finances publiques en train de se fissurer ; le massacre des actions du secteur des hautes technologies et du venture capital [capital engagé par des fonds privés ou des investisseurs dans des nouvelles firmes dont l'avenir n'est pas assuré] à Silicon Valley ; et, fait des plus inattendus, les soudaines fissures apparaissant dans la solidité financière d'une compagnie telle que la General Electric [un des conglomérats les plus importants des Etats-Unis].

De plus, dans leur soutien au plan de 700 milliards de dollars du secrétaire au Trésor Henry Paulson [qui a connu déjà trois versions depuis lors], aussi bien Obama que son partenaire à la vice-présidence, Joe Biden, évitent toute discussion sur les inévitables conséquences que produiront un cataclysme de restructurations et de sauvetages accordés par le gouvernement : ce ne sera pas le « socialisme » qui en ressortira, mais l'ultra-capitalisme qui va, selon toute vraisemblance, concentrer le contrôle du crédit dans quelques monstres bancaires, aux mains, en large partie, des fonds souverains, tout en étant subventionnées sur plusieurs générations par la dette publique et l'austérité budgétaire.

En soutenant Obama, un nombre sans précédent d'Américains ordinaires a fait un choix conscient en faveur d'une solidarité économique au-delà des divisions raciales. Pourtant les slogans de campagne d'Obama s'adressent à peine aux priorités existentielles de ses plus fervents supporters : les femmes célibataires coincées dans des jobs de service mal payés, des employés d'hôpitaux et d'hôtels qui se trouvent face à des réductions d'emplois, des étudiants qui se débattent dans des frais d'écologie en hausse, des enseignants plus en mesure de payer leur hypothèque et des familles urbaines qui ne peuvent pas faire face aux factures de chauffage en hiver.

Mais un ami proche, exaspéré par mon pessimisme chronique, m'a réprimandé l'autre jour en disant : « Ne sois pas si injuste. FDR [Franklin D. Roosevelt] n'avait pas non plus un programme tout ficelé en 1933. D'ailleurs personne n'en avait. » Selon mon ami, ce que Franklin D. Roosevelt possédait en ces années de files d'attente pour le pain et de faillites de banques, c'était une énorme empathie avec les couches populaires et une volonté de faire l'expérience d'une intervention gouvernementale en dépit de l'hostilité monolithique des classes aisées. Selon ce point de vue, Obama serait une sorte de clone de notre 32^e président, relooké à la façon MoveOn.org [référence à son site de campagne], à savoir un homme calme, fort, profondément en phase avec les besoins ordinaires et désireux d'accepter les conseils des meilleurs et des plus brillants esprits que le pays connaisse.

Mais même si nous accordons au sénateur de l'Illinois une force de caractère véritablement rooseveltienne ou, ce qui est encore mieux, lincolnienne, cette analogie porteuse de beaucoup d'espoir se trouve mise en défaut sur au moins trois points essentiels :

D'abord, nous ne pouvons considérer la Grande Dépression comme étant analogue à la crise actuelle, ni voir dans le New Deal un modèle de solution. Il est certain qu'il y a une grande quantité de déjà vu dans les tentatives forcenées pour tranquilliser la panique et rassurer le public en lui laissant croire que le pire est passé. Beaucoup des déclarations de Henry Paulson pourraient en effet avoir été directement piquées à Andrew Mellon, secrétaire au trésor du président Herbert Hoover [et grand banquier], et il est vrai que les deux campagnes présidentielles se calquent clairement sur la rhétorique héroïque du début du New Deal.

Mais, comme la presse économique l'a martelé pendant des années, nous ne vivons plus dans la Vieille économie américaine, mais dans une sorte de nouveau machin entièrement farfelu, construit sur la base des morceaux sous-traités et hyperexploités [textile sur place, agriculture, restauration, nettoyage, etc.] dans le cadre de marchés mondiaux instantanés dans tous les domaines, allant du dollar aux faillites, en passant par le désastre des marchés à terme.

Nous sommes en train de voir les conséquences d'une restructuration perverse, commencée sous la présidence de Ronald Reagan, qui a inversé la part de l'industrie manufacturière dans le PIB (21% en 1980 ; 12% en 2005) et ceux des services financiers (15% en 1980 ; 21% en 2005). En 1930, les usines ont été bouleversées mais la machinerie était encore intacte ; celle-ci n'avait pas encore été bradée à la Chine.

De l'autre côté, nous ne devrions pas faire des remarques désobligeantes sur les miracles de la technologie de marché contemporaine. Le capitalisme de casino a prouvé son courage en transmettant le virus mortel de Wall Street à chaque centre financier de la planète, et cela à une vitesse sans précédent. Ce qui a pris trois ans au début des années 1930 n'a pris cette fois que trois semaines. C'est cela la globalisation totale de la crise. Que Dieu nous vienne en aide si, comme cela semble être le cas, le chômage explose à la même vitesse.

Deuxièmement, Obama n'héritera pas de l'ultime avantage de Roosevelt : à savoir des instruments nouveaux d'intervention de l'Etat et un management de la demande (appelé plus tard le « keynésianisme ») potentialisé par un soulèvement des ouvriers industriels au sein des usines les plus productives du monde.

Si vous avez vu n'importe laquelle des tristes parades des gourous de l'économie à la télévision américaine, alors vous savez qu'à Washington les rayons où l'on peut trouver des intellectuels sont maintenant presque vides. En un consensus néolibéral sur le commerce et la privatisation, aucun parti d'importance n'avance autre chose que quelques énigmatiques fragments provenant de traditions politiques différentes. En effet, si on laisse de côté les pseudo-populistes, on ne sait pas bien si quelqu'un à Washington, même parmi les conseillers économiques d'Obama, parvient à penser clairement au-delà du kit de pensée que leur a procuré Goldman-Sachs, celui qui a endoctriné deux des plus éminents secrétaires au Trésor de la dernière décennie.

Mais Keynes, que l'on semble pleurer soudainement, est en fait plutôt mort. Rappelons qu'à l'époque, le New Deal n'avait pas surgi spontanément de la bonne volonté ou de l'imagination de la Maison Blanche. Tout au contraire, le contrat social pour le deuxième New Deal d'après 1935 était une réponse complexe et adaptée au plus grand mouvement de la classe ouvrière de toute l'histoire américaine, à une période où de puissantes forces en dehors des deux partis [syndicats entre autres, dont la CIO, créé en 1935] continuaient d'occuper le champ politique et où le marxisme exerçait encore une extraordinaire influence sur la vie intellectuelle américaine.

Certainement serai-je le dernier à saisir la possibilité ou la nécessité d'une résurgence ouvrière, mais même avec le plus grand optimisme ou la meilleure volonté, il est difficile d'imaginer le mouvement ouvrier américain se remettre de sa défaite aussi radicalement qu'il l'a fait entre 1934 et

1937.

Il y a encore un troisième problème lorsqu'on veut faire l'analogie avec le New Deal et c'est peut-être le plus important : le keynésianisme militaire qui ne représente plus une thérapie miracle envisageable. Laissez-moi m'expliquer.

En 1933, quand FDR est arrivé au pouvoir, les Etats-Unis étaient en retrait total par rapport à leurs enlissements à l'étranger, et il y avait peu de controverse autour du fait de faire rentrer quelques centaines de marines d'Haïti [1915-1934] ou du Nicaragua [1927-1933] qui étaient occupés. Il a fallu deux ans de guerre mondiale, la défaite de la France et le quasi collapsus de l'Angleterre pour finalement gagner une majorité du Congrès pour le réarmement. Mais lorsque la production de guerre a finalement commencé en 1940, elle est devenue une immense machine pour la réembauche des travailleurs et travailleuses américains, une véritable thérapie pour le marché du travail déprimé des années 1930. Par la suite, la puissance mondiale américaine, liée au plein emploi, allait gagner la loyauté de plusieurs générations de votants de la classe ouvrière.

Le complexe militaire

Aujourd'hui, la situation est bien sûr radicalement différente. Des rallonges dans le budget du Pentagone ne créent plus automatiquement des centaines de milliers d'emplois industriels stables, depuis que des parts significatives de la production d'armes sont maintenant, dans les faits, sous-traitées et que le lien idéologique entre taux élevé d'emploi et intervention (des « bons boulots » et la Vieille Gloire sur des rives étrangères) est structurellement plus faible que jamais depuis le début des années 1940. Même dans la nouvelle armée (une caste héréditaire de pauvres blancs, de Noirs et de Latinos), la démoralisation est en train d'atteindre le stade du mécontentement actif et d'ouvrir ainsi de nouveaux espaces à des idées alternatives.

Bien que les deux candidats aient endossé des programmes incluant l'expansion de la force de combat de l'armée de terre et de la marine, du dispositif des missiles (« Guerre des étoiles ») et en même temps une guerre renforcée en Afghanistan – ce qui va aboutir à développer le complexe militaro-industriel – rien de cela ne réapprovisionnera le pays en emplois décents, ni ne réactivera une « pompe nationale » brisée [pour une relance]. Cependant, dans un tel effondrement, ce qu'un immense budget militaire peut faire, c'est d'enterrer les réformes modestes mais essentielles qu'ont laissé espérer les projets d'Obama pour la santé, les énergies alternatives et l'éducation.

En d'autres termes, les armes et le beurre de Roosevelt sont devenus une contradiction dans leurs termes mêmes, ce qui signifie que la campagne d'Obama est en train de fabriquer une collision catastrophique entre ses priorités de sécurité nationale et ses objectifs de politique intérieure.

Mais pourquoi ces gens ne voient-ils pas le Grand Canyon ? Peut-être qu'ils le voient, et dans ce cas, on peut vraiment penser que la déception est le lait maternel des politiques américaines.

Au cas où quelqu'un aurait manqué l'ensemble des débats américains, le candidat démocrate s'est enchaîné lui-même à une stratégie globale dans laquelle la « victoire » au Moyen-Orient (et en Asie Centrale) reste la prémisse numéro une de la politique étrangère. C'est comme ce que fut la folie d'un Dick Cheney ou d'un Paul Wolfowitz [secrétaire à la Défense de 2001 à 2005] sur la construction à l'irakienne d'une nation, mais on relook ce discours délirant avec des termes tels que confiance « réaliste » en une « stabilisation » globale.

C'est vrai, l'énormité de la crise économique risque d'obliger le président Obama à manquer à certaines promesses sonnantes du candidat Obama afin de soutenir un système idiot de « bouclier

antimissile » ou de défendre l'idée provocatrice d'une adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN. Néanmoins, comme il le dit avec insistance dans presque tous les discours et débats, la mise en échec des Talibans et d'Al-Qaida, en même temps qu'une défense résolue d'Israël, constituent la priorité de son agenda sur la sécurité nationale.

Sous une forte pression des Républicains et des Blue Dog Démocrates [démocrates très conservateurs sur le terrain budgétaire] qui risquent de couper le budget et de réduire l'augmentation exponentielle de la dette nationale, quels choix le président Obama pourrait-il être forcé de faire dès le début dans son administration ?

Il est plus que probable que le projet de système de santé complet sera rogné au maximum, que les « énergies alternatives » ne signifieront pas plus grand-chose et que tout ce qui pourra bien rester dans les caisses, après que Wall Street aura fini son pillage, servira à acheter des bombes pour pulvériser plus de villages pachtounes afin de produire encore plus de générations de moudjahidin aigris.

Suis-je injustement cynique ? Peut-être, mais j'ai vécu les années de Lyndon Johnson et assisté à son programme de Guerre contre la Pauvreté, le premier vrai programme de New Deal qui a été réduit à néant pour un génocide au Vietnam.

C'est amèrement ironique, mais je pense qu'il est historiquement prévisible que des millions de votants qui ont soutenu le candidat pour sa promesse de terminer la guerre ont hypothéqué leur vote, bien malgré eux, dans une escalade militaire plus décidée que celle de McCain sans espoir, en Afghanistan et à la frontière tribale pakistanaise.

Dans le meilleur des cas, les démocrates vont échanger une guerre brutale, perdue, pour une autre. Je crains que nous assistions non pas à la résurrection de l'espoir, mais à un réveil douloureux.

P.-S.

* Initialement publié en anglais par TomDispatch.com, le 15 octobre 2008, et Truth Out, le 17 octobre. Publié en français par A L'encontre. Traduction A l'Encontre.

* Mikes Davis est l'auteur de nombreux ouvrages, traduits en français, tels que *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global* (Ed. La Découverte, 2007. Poche), *Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales (1870-1900)* aux Editions de La Découvertes (2006) ou encore *Paradis infernaux. Les villes hallucinées du néo-capitalisme*, Ed. Les prairies ordinaires 2008)